

**Aide publique au développement -  
Réponse de M. Jean-Yves Le Drian,  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**  
(Paris, 16 janvier 2018)

Merci Monsieur le Président,

Monsieur le Député,

Vous avez rappelé la décision du président de la République de porter à 0,5% du PIB l'aide publique au développement de notre pays, progression qu'il faut mettre en référence au 0,38% de l'année 2017. C'est une progression importante qui correspond à la nécessité de renforcer l'action de la France. La déclinaison de ces engagements est à peu près actée dans les domaines suivants : la santé, l'éducation, l'égalité homme-femme, le climat et le soutien aux Etats fragiles.

La mise en oeuvre a d'ailleurs commencé en partie cette année - vous avez bien voulu le rappeler - puisqu'il y a dans le budget 2018, 100 millions d'euros supplémentaires pour le programme européen de développement, c'est une première étape. Mais l'objectif a été affiché et décidé par le président de la République, il sera respecté.

Je précise également que des inflexions seront apportées à la fois sur le rapport entre les prêts et les dons. Plus de dons parce que beaucoup de pays sont très endettés, il est donc nécessaire de passer par ce biais. Plus de bilatéral par rapport au multilatéral, pour nous donner des capacités d'interventions politiques suffisantes, et enfin, plus de montants affectés aux ONG qu'auparavant, pour permettre de reconnaître le travail effectué sur le terrain.

Cet ensemble va commencer à s'initier par l'Alliance pour le Sahel qui a été décidé et qui mobilisera 200 millions d'euros sur cinq ans. Ce sera aussi l'occasion de le réaffirmer, lors du partenariat mondial pour l'éducation qui aura lieu à Dakar dans quelques jours et qui permettra de rappeler ces grands engagements.

Avec le secrétaire d'Etat Jean-Baptiste Lemoyne, nous préparons la trajectoire financière et réaliste qui permettra d'atteindre ces objectifs sur l'horizon 2022 que nous proposerons très prochainement au Premier ministre./.